

«Le coup d'Ulbricht pour contrer l'exode massif: un rideau de fer à travers Berlin» dans Süddeutsche Zeitung (14 août 1961)

Légende: Le 14 août 1961, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung dresse un tableau alarmant de la situation à Berlin après la décision de la République démocratique allemande (RDA) d'ériger, dans la nuit du 12 au 13 août, une frontière infranchissable entre Berlin-Est et Berlin-Ouest.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Schöningh, Dr. Franz Josef; Schwingenstein, August ; R Herausgeber Friedmann, Werner. 14.-15.08.1961, Nr. 193-194 ; 17. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Ulbrichts Schlag gegen die Massenflucht : Eiserner Vorhang mitten durch Berlin", p. 1; 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_coup_d_ulbricht_pour_contrer_l_exode_massif_un_rideau_de_fer_a_travers_berlin_dans_suddeutsche_zeitung_14_aout_1961-fr-ob95d664-a925-40cf-ae5d-bb22cb80acec.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le coup d'Ulbricht pour contrer l'exode massif: un rideau de fer à travers Berlin

En s'appuyant sur une déclaration des États du Pacte de Varsovie, le régime du parti socialiste unifié (SED) bloque la libre circulation à l'intérieur de la ville et avec la zone Est/ l'armée populaire se déploie dans le secteur Est / la circulation interzone n'est pas affectée

(SZ) Dans la nuit de samedi à dimanche, le régime d'Ulbricht a fermé les frontières entre Berlin-Ouest et la zone, ainsi que la frontière du secteur avec le reste de Berlin. La mesure a été prise à la demande des États membres du Pacte de Varsovie, qui avaient proposé au gouvernement de la zone de «mettre en place un tel règlement à la frontière avec Berlin-Ouest, de manière à enrayer de façon sûre l'agitation subversive à l'encontre des pays du camp socialiste». La circulation des trains de banlieue et du métro entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, ainsi que les liaisons avec la périphérie de Berlin-Ouest ont été interrompues. Il ne reste plus que quelques points de contrôle par lesquels des citoyens de la RDA peuvent encore aller à Berlin-Ouest avec l'autorisation expresse de leur gouvernement. L'armée et la police communistes ont installé des barbelés à presque tous les carrefours. Les barrages doivent subsister «jusqu'à la conclusion d'un traité de paix». Ils servent manifestement à réprimer énergiquement la fuite de réfugiés vers Berlin-Ouest - qui a connu un nouveau pic samedi. La mise en place d'un rideau de fer à travers le centre de Berlin a soulevé de vives protestations dans l'ensemble du monde occidental. Le Sénat de Berlin-Ouest a qualifié la mesure du régime du SED d'injustice révoltante.

Berlin (UPI)

Dimanche, Berlin-Est ressemblait à un camp militaire. Quelque 25 chars du modèle soviétique T 34 s'étaient mis en position dans les ruines proches de l'avenue «Unter den Linden». 250 poids lourds sur lesquels avaient pris place des soldats et des policiers populaires sont venus en renfort. On se serait cru reporté à la proclamation de l'état de siège le 17 juin 1953. L'ampleur de la force militaire doit apparemment étouffer dans l'oeuf le risque d'émeutes contre les mesures de barrage.

Voici ce que les mesures de barrage prévoient dans le détail:

1. Les habitants de Berlin-Est et de la zone soviétique ne peuvent plus se rendre à Berlin-Ouest qu'avec un laissez-passer spécial. De même, les voyages en République fédérale d'Allemagne sont soumis à de sévères contrôles. Le gouvernement de la zone soviétique a annoncé que tous les contrôles frontaliers ressembleraient aux contrôles effectués aux frontières d'un «État souverain».
2. Les 52 000 habitants de Berlin-Est et de la périphérie travaillant à Berlin-Ouest doivent démissionner de leur poste de travail. La municipalité de Berlin-Est leur a donné l'ordre de chercher de nouveaux emplois à Berlin-Est.
3. La circulation des trains de banlieue et du métro entre Berlin-Est et Berlin-Ouest a été interrompue presque totalement. Seuls circulent encore les trains qui ont leur point de départ et leur terminus à la gare Friedrichstraße de Berlin-Est. Les trains en provenance de l'Allemagne de l'Ouest arrivent également à cette gare. Pour entrer et sortir de la gare, il faut passer un contrôle.

Le gouvernement de la zone soviétique et les États du Pacte de Varsovie ont explicitement assuré que les mesures ne concerneraient pas le trafic interzone terrestre, fluvial et aérien vers Berlin-Ouest.

Comme depuis l'automne dernier, les habitants de la République fédérale d'Allemagne ont toujours besoin d'un laissez-passer journalier pour aller à Berlin-Est. Les Berlinois de l'Ouest qui souhaitent se rendre dans le secteur soviétique doivent montrer leur carte d'identité. 67 des 80 points de passage entre Berlin-Est et Berlin-Ouest ont été fermés. Toute la frontière est occupée par la police populaire armée. Des barbelés et des barrages routiers ont été installés, des tranchées ont été creusées, des pavés ont été arrachés et empilés en barricades.

Les mesures ne concernent pas la circulation des occupants alliés et du corps diplomatique. Vu la situation tendue, les 12 000 hommes de la police de Berlin-Ouest ont été placés en état d'alerte. De même, les troupes américaines de Berlin sont sur le qui-vive. Des hélicoptères de l'armée américaine contrôlent la frontière entre les secteurs.

Bien que, dans de sévères interventions, les Alliés occidentaux et le Sénat de Berlin aient qualifié l'attitude des autorités de Berlin-Est d'«infraction flagrante et grave au statut des quatre puissances à Berlin», la tendance à Berlin-Ouest était plutôt d'éviter à tout prix d'accentuer encore l'atmosphère explosive dans la ville par des actions inconsidérées.

Le Sénat de Berlin-Ouest s'est réuni en une séance extraordinaire sous la présidence de Willy Brandt, bourgmestre régnant, qui a interrompu son voyage électoral en République fédérale d'Allemagne et est rentré à Berlin immédiatement après les événements. Brandt a rencontré les commandants alliés de la ville pour discuter de la situation. Le Sénat est en contact permanent avec le gouvernement fédéral et les Alliés. La Chambre des représentants de Berlin-Ouest a été convoquée à une séance extraordinaire.

Dans une séance extraordinaire, le Sénat de Berlin-Ouest a adopté une déclaration dans laquelle il appelle les puissances occidentales à des «actions énergiques» à Moscou. Le Sénat a déclaré que les mesures de Berlin-Est n'ont pas seulement causé du tort, elles signifient dans la pratique la construction d'un «mur de séparation digne d'un camp de concentration». Face au monde entier, le Sénat accuse ceux qui «divisent l'Allemagne, oppriment Berlin-Est et menacent Berlin-Ouest».

Le bourgmestre régnant, Willy Brandt, a qualifié la division brutale de Berlin d'«injustice révoltante». Au cours d'une émission télévisée, Brandt a souligné en particulier la contradiction qui consiste à interdire également aux habitants de la zone soviétique de se rendre à Berlin-Est, qui est soi-disant la capitale de la zone soviétique.

Lors d'une conférence de presse, Brandt a déclaré que les mesures prises à Pankow ont non seulement «touché, mais atteint en plein coeur» les accords des quatre puissances sur Berlin. Ce sont surtout les accords conclus en 1949 après le blocus qui ont été considérés comme un «morceau de papier sans valeur». En ce qui concerne d'éventuelles réactions, Brandt a expliqué que l'on étudiait la «possibilité d'actions énergiques à un haut niveau», afin de s'opposer à la soi-disant «démilitarisation et neutralisation partielles» de la ville.

L'occupation militaire de Berlin-Est par des unités de l'armée populaire n'était pas une action isolée. De nombreux rapports de la périphérie berlinoise font état de mouvements d'unités de chars de l'armée soviétique. Ainsi, l'autoroute interzone Berlin-Helmstedt et la route interzone Hambourg-Berlin ont été temporairement bloquées à proximité de Berlin par des unités de chars de l'armée soviétique. Il était entendu qu'aucun des mouvements de troupe n'était dirigé contre Berlin-Ouest, mais visait uniquement à satisfaire le besoin de sécurité de la zone soviétique et de Pankow.

Des témoins oculaires ont qualifié d'explosive l'humeur de la population est-berlinoise. On pouvait entendre à des centaines de mètres des railleries ouvertes proférées contre des fonctionnaires du SED et des huées à l'encontre des chars qui défilaient. Des incidents ont eu lieu dans le quartier de Prenzlauer Berg, du côté est de la Porte de Brandebourg, et entre la Porte de Brandebourg et la place de Postdam, sur le côté ouest de la frontière entre les secteurs.

Lors des incidents dans le secteur soviétique, la police populaire et les troupes de combat du SED ont avancé, parfois mitrailleuse au poing, sur la foule qui protestait haut et fort. 700 à 800 personnes en tout étaient impliquées dans les incidents. Lorsque des Berlinoises de l'Ouest ont tenté de fouler au pied un barrage de barbelés à la frontière entre les secteurs près de la Porte de Brandebourg, des policiers populaires leur ont fait face, baïonnette au canon. La police de Berlin-Ouest a calmé la population avec des voitures munies de hauts-parleurs.